

Derrière la com' de Macron à Marseille : toujours plus de chaos et de déréglementation

Montreuil, le 28 juin 2023

En visite à Marseille, Emmanuel Macron a multiplié les annonces tonitruantes sur l'Ecole : ouvrir les collèges en Education prioritaire de 8 heures à 18 heures grâce au « pacte », s'attaquer aux vacances scolaires et plus largement « au temps scolaire » dans le cadre de projets locaux. Il a par ailleurs défendu sa réforme de la voie professionnelle qui soumet les collèges et les lycées aux besoins des entreprises locales.

Rien de très marseillais dans cette surenchère de mesures provocatrices, mais la volonté éperdue d'un président affaibli par 5 mois de mobilisation de poursuivre son programme de destruction et de détourner les regards du chaos qui menace l'Education nationale.

Pendant que Macron parade dans les quartiers nord, protégé par des CRS à chaque porte d'immeuble, les personnels et les parents d'élèves se mobilisent partout en France pour exiger le rétablissement des milliers d'heures et de classes supprimées à la rentrée. Les rectorats mettent en place des « job-dating » parce que les concours ne font pas le plein dans de nombreuses matières et de nombreuses académies. Et les causes de cette situation sont connues : faiblesse des salaires, dégradation des conditions de travail aggravée par les multiples contre-réformes. Comme l'hôpital, l'Education nationale manque de tout : d'enseignants, de personnels de santé scolaire, d'assistants sociaux, de personnels techniques, administratifs et de vie scolaire, de psyEN, d'AESH...

Refusant d'entendre le rejet de sa politique, le président Macron réaffirme que les expérimentations menées dans le cadre de « Marseille en Grand » ont vocation à être déclinées au niveau national.

Concernant les écoles, c'est la mise en place d'un chantage à l'attribution de dizaines de milliers d'euros, à condition de mettre en place des projets, d'accepter l'ingérence des élus locaux et de renoncer à l'égalité des droits des élèves quel que soit leur quartier d'habitation. Aujourd'hui cette égalité est garantie par des enseignants protégés par leur statut de fonctionnaire d'Etat. C'est justement ce que Macron veut remettre en cause avec son « pacte », dont il n'a eu de cesse de faire la promotion lors de son déplacement à Marseille. Depuis le début, la FNEC FP-FO revendique l'abandon de cette expérimentation, à Marseille comme ailleurs. Elle a soutenu les centaines d'enseignants qui ont refusé l'autonomisation de leurs écoles qui devraient être gérées comme des établissements privés, avec des directeurs transformés en chefs d'entreprise recrutant eux-mêmes leurs « personnels ».

A Marseille comme ailleurs, les annonces de Macron sont rejetées.

Les coups de com' de Macron ne nous feront pas avaler la réforme des retraites et la destruction de l'Ecole publique. La FNEC FP-FO est et restera aux côtés des personnels mobilisés pour défendre les postes, les statuts, et le cadre national de l'institution scolaire. Des centaines de motions et prises de position sont adoptées pour le retrait du « pacte » et pour l'augmentation des salaires. La FNEC FP-FO appelle à poursuivre cette campagne, dans l'unité la plus large.